

PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE

Les valeurs européennes aux abois

Les vingt-huit gouvernements de l'Union européenne ont donné le feu vert à la Commission européenne pour négocier avec les États-Unis la création du plus grand marché jamais vu. Dénommé « *partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement* » (TTIP), ce traité soulève des inquiétudes dans la société civile.



© Fotolia

TTIP.

Un traité qui menace l'essence de l'Europe sociale et juridique.

Les médias en parlent peu, alors que ce futur traité aura un impact énorme sur la vie des gens. Mais comment informer sur un sujet aussi complexe et technique quand rien ne sort des négociations en cours ? « *Le projet n'existe qu'en anglais mais sa diffusion interdite a été heureusement transgressée par des fonctionnaires plus*

démocrates que les politiciens ! », dit Raoul Marc Jennar, docteur en sciences politiques ayant mené une carrière internationale. Militant de gauche, il a traduit et analysé la version officielle du document en discussion qu'il diffuse, participant à la mobilisation de différents acteurs sociaux qui commencent à réagir.

PRÉPARÉ À L'ABRI DES REGARDS

Dès les premières lignes du document, il est déclaré que l'Accord porte sur les dispositions et domaines « *en rapport avec le commerce* » et basé sur des « *valeurs communes* ». Mais n'est-ce pas un peu vite dit ? D'une part, le commerce et les investissements couvrent toutes les activités

humaines, de la crèche à la pension, en passant par le travail, le sport, la culture... D'autre part, il ne faut pas être juriste ou économiste pour relever les incompatibilités en termes de valeurs et de pratiques entre les deux continents. Aux USA, l'État n'est pas le gardien du bien commun et les services publics sont délaissés. La religion est omniprésente (jusqu'au serment sur la Bible). Les disparités sont nombreuses par rapport au système juridique, sur le droit du travail, les choix en matière de consommation, le souci du climat ou même la vente des armes... pour ne citer que les faits les plus connus. De plus, l'Accord rappelle et renforce l'autorité de l'Organisation Mondiale du Commerce qui est la seule institution internationale dont les règles prédominent sur l'ordre interne des États membres et dont la finalité est « *la dérégulation totale au profit du secteur privé* ».

POUR 820 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

Le 8 juillet 2013, les discussions ont commencé avec trois objectifs. Le premier est d'éliminer au maximum les droits de douane entre Union européenne et USA, ce qui est déjà presque fait, sauf pour l'agriculture. Le deuxième objectif est de réduire, et même supprimer, les barrières non tarifaires que sont les législations et règlements des vingt-huit États de l'UE dès qu'elles semblent constituer un obstacle à la libre concurrence. Enfin, le troisième et non moins impressionnant objectif est de permettre aux firmes privées d'attaquer les États quand elles s'estiment lésées, considérant qu'il s'agit d'obstacles inutiles à la concurrence. Ces multinationales pourront même, devant des « *groupes d'arbitrage privés* », et sans lien avec le système judiciaire, traîner en justice les gouvernements et les collectivités locales qui refusent d'obtempérer par rapport aux normes du libre-échange établies par ce traité. Ce qui revient à un abandon de souveraineté des États qui ne pourront plus protéger leurs ressortissants contre le « tout au marché » ! C'est arrivé plus d'une fois, notamment dans le cadre de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain entre les USA, le Canada et le Mexique). En vingt ans, le Canada, attaqué ou attaquant trente fois en justice, a perdu tous les procès contre les firmes américaines et payé des millions de dollars de compensation. Ou

est le biais quand l'État en conflit avec les « *droits inaliénables* » du grand commerce ne remporte aucun procès ? Certains affirment, études pro-échangistes à l'appui, que l'ultralibéralisme est la solution pour traverser les crises économiques, mais cinq études indépendantes dénoncent ces déclarations.

L'EUROPE SOCIALE DÉLAISSÉE ENCORE !

Pourquoi l'Europe, zone commerciale la plus ouverte de la planète, souhaite-t-elle embarquer dans une telle galère ? Par crédulité ou peur de l'avenir ? Le fait est que les responsables politiques sont entrés dans une aventure à haut risque qualifiée de typhon par le journal *Le Monde* ! Car l'objectif du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, est « *de remettre en cause nos législations et réglementations dans tous les domaines où les firmes privées considéreront que ces normes constituent une entrave à leurs profits : normes salariales, sociales, sanitaires, phytosanitaires, alimentaires, environnementales, mais aussi l'organisation des marchés publics et la protection des investisseurs à tous les niveaux, national, régional, départemental et local.* » Ce qui signifie que le grand marché transatlantique supprime tout ce qui le gêne et pulvérise les protections, se moquant des choix de vie et de société patiemment construits en Europe sur des valeurs qui se sont affirmées par la culture et dans le lien social. L'actualité montre à l'envi comment les USA ne respectent pas les clauses de démocratie et des droits de l'homme, espionnant même leurs alliés !

MAINS DE FER ET MOTS DE VELOURS

Lire superficiellement les directives de ce traité de libre-échange et ne pas relever les contradictions entre les belles intentions et les mesures prévues dans l'embrouillamini de phrases rassurantes et de prétendues garanties n'est guère prudent. Les expressions comme droits de l'homme, libertés fondamentales, démocratie et État de droit, plein emploi productif, développement durable, assorties de promesses au conditionnel jettent de la poudre aux yeux. Mais dans le traité, revient également une nouvelle expression largement inspirée de l'OMC, « *les obstacles inutiles au commerce* ». Un concept aussi étendu que pervers car

en pratique il signifie la lente élimination des législations et réglementations protectrices du bien commun et des personnes mais que les USA jugent vite excessives ou insuffisamment démontrées scientifiquement. Une manière de privilégier, non sans mauvaise foi, des lois protectionnistes préservant leurs intérêts financiers. Bienvenue aux OGM, pesticides ou carcasses animales trafiquées et autres joyeusetés alimentaires. Adieu à la créativité culturelle, l'économie locale, les services gratuits, les universités au minerval accessible ou même les salaires décents...

Alors, faut-il accepter de vivre à l'américaine, manger à l'américaine, être jugé à l'américaine, organiser sa vie sans « *obstacles inutiles* » et supporter la dictature d'un « *marché libre* » que le savoir-vivre du vieux continent encombre ? Même l'ancien premier ministre Guy Verhofstadt, pour qui le Traité transatlantique serait une chance énorme pour la croissance, pose un bémol - qui en fait soulève le problème de fond ! - en disant « *qu'il ne faut pas y sacrifier nos standards écologiques et sociaux !* » Mais depuis déjà quelques semaines, en Allemagne la contestation s'organise, allant jusqu'à causer l'interruption provisoire des négociations du TTIP. Difficile à accepter pour la chancelière alors que les gouvernements américains et européens se réunissent depuis longtemps et que le lancement des négociations a été donné en juillet 2013, sans le moindre débat public ou parlementaire ! L'Europe ne fait que commencer son chemin d'intégration avec ses spécificités sociales, économiques et culturelles qui sont ses meilleurs atouts. À l'heure où tant de gens s'orientent vers la consommation durable, les liens de proximité, les mouvements citoyens, les efforts pour la planète, la coopération avec le Sud, il serait suicidaire de céder aux sirènes de la croissance des comptes en banque aux dépens des libertés démocratiques. Il serait temps d'exiger une information complète permettant de réfléchir posément à cet accord, et de consulter les populations.

Godelieve UGEUX

Raoul Marc JENNAR, *Le grand marché transatlantique. La menace sur les peuples d'Europe*. Perpignan, Cap Bear Editions, 2014. Prix : 5,10 €.

☞ www.jennar.fr et <http://blogs.mediapart.fr/blog/raoul-marc-jennar>.

À lire également : <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/11/WALLACH/49803>